



Pour les publics franciliens, des parcours résidentiels particulièrement heurtés



Existe-t-il une exception francilienne pour les parcours résidentiels des jeunes ? Pour le savoir, l'URHAJ Île-de-France a entrepris de comparer les données collectées dans le cadre de son observatoire régional avec les données nationales du réseau Habitat Jeunes^{[1][2]}.

Il en ressort que les publics accueillis dans les résidences-FJT d'Île-de-France se démarquent des autres régions par leurs parcours résidentiels heurtés, davantage marqués par des situations d'hébergement précaire ou par des ruptures familiales et institutionnelles. Par ailleurs, la sortie de résidence vers le logement autonome y est plus difficile, ce qui se traduit par des durées de séjours particulièrement longues.

Un réseau de jeunes plus salarié·e·s

Les jeunes accueillis au sein du réseau Habitat Jeunes en Île-de-France sont proportionnellement plus nombreux·ses à occuper un emploi salarié. Les **phénomènes de décohabitation tardive** chez des jeunes franciliens^[3] ainsi que l'offre renforcée des résidences étudiantes sur le territoire tendent à réduire massivement la part de publics mineurs en apprentissage et/ou étudiant·e·s au sein des résidences du réseau.

Par ailleurs, les jeunes logé·e·s dans le réseau francilien sont proportionnellement moins nombreux·ses à percevoir des ressources inférieures à 1200 € par mois, du fait de cette part de jeunes salarié·e·s et de la très faible proportion de mineur·e·s et d'étudiant·e·s. Par ailleurs, les **redevances plus élevées en Île-de-France** que dans les autres régions peuvent également expliquer ce phénomène.

43%

des jeunes logé·e·s dans le réseau francilien **sont salarié·e·s**

24%

des jeunes logé·e·s dans le reste de la France **sont salarié·e·s**

58%

des jeunes accueilli·e·s en Île-de-France **touchent - de 1200€ par mois**

78%

touchent - de 1200€ par mois dans le reste de la France

Des motivations davantage liées à des situations d'urgence

La recherche de logement est davantage motivée par des situations d'urgence chez les jeunes du réseau Habitat Jeunes Île-de-France que dans le reste de la France, où les jeunes cherchent d'abord à se rapprocher de leur lieu d'activité.

✱ **situation urgente, rupture familiale ou institutionnelle^[4]**

1^{re} raison de recherche de logement chez

51%

des jeunes accueilli·e·s en Île-de-France

1^{re} raison de recherche de logement chez

22%

des jeunes accueilli·e·s dans le reste de la France

✱ **rapprochement du lieu d'activité**

1^{re} raison de recherche de logement chez

34%

des jeunes accueilli·e·s en Île-de-France

1^{re} raison de recherche de logement chez

59%

des jeunes accueilli·e·s dans le reste de la France



Des parcours résidentiels structurellement plus difficiles en Île-de-France

Les **durées de séjour en résidence sont plus longues en Île-de-France** que dans les autres régions, faute de solutions satisfaisantes pour la poursuite du parcours résidentiel.

Cela témoigne de la **dégradation des conditions d'accès au parc de logement social et privé en Île-de-France**, impactant la capacité des jeunes à sortir de résidence.

Parmi ces jeunes francilien·ne·s aux séjours longs,

50%
restent +
de 2 ans
en résidence-FJT

66%

des résident·e·s Habitat Jeunes Île-de-France

restent
+ d'1 an

28%

des résident·e·s des autres régions

restent
+ d'1 an



Bien que moins souvent situés en deçà du seuil de pauvreté que dans le reste de la France, **les résident·e·s du réseau Habitat Jeunes Île-de-France sont néanmoins frappé·e·s par d'autres formes de précarité**. Leur demande de logement auprès des structures Habitat Jeunes répond davantage à des situations d'urgence et à des ruptures familiales et/ou institutionnelles (hébergement chez des tiers, sortie de l'aide sociale à l'enfance, etc). Par ailleurs, ils et elles rencontrent plus de difficultés à accéder au logement autonome, ce qui se traduit par des durées de séjours de plus en plus longues. Dès lors, **l'accompagnement des professionnel·le·s** vers le logement autonome et le soutien des pouvoirs publics dans la réalisation de cette mission sont d'autant plus nécessaires.



[1] Les données nationales sont issues de l'étude de l'Unhaj "Publics logés au sein du mouvement Habitat Jeunes", publiée en 2025.

[2] Les systèmes d'informations utilisés ne sont pas les mêmes dans les résidences franciliennes, les données nationales excluent donc la Région Île-de-France.

[3] Institut Paris Région, "Les jeunes franciliens quittent de plus en plus tard le domicile familial", 31/09/2021.

[4] Cette statistique "situations d'urgence" est issue d'une agrégation des variables "sans logement", "en fin d'hébergement" et "rupture familiale ou institutionnelle".